

Alliance climatique suisse
% Alliance Sud
Monbijoustrasse 31
3011 Berne

Aux membres du Conseil national

Berne, le 22 novembre 2018

Concerne : l'initiative parlementaire **17.455, « Donner un cadre de durabilité, sur la base de notre Constitution, aux activités de la Banque nationale suisse (BNS) » à l'agenda au cours de la prochaine session**

Madame la Conseillère nationale, Monsieur le Conseiller national,

L'initiative parlementaire 17.455, « Donner un cadre de durabilité, sur la base de notre Constitution, aux activités de la Banque nationale suisse (BNS) » est au programme au cours de la session d'hiver. L'initiative vise à ajouter la précision suivante à l'article 5 de la Loi sur la BNS qui définit ses tâches : « Elle apporte son soutien aux politiques économiques générales de la Confédération, en vue de contribuer à la réalisation de ses objectifs, tels que définis à l'article 2 de la Constitution ». Cette modification doit permettre à la BNS d'avoir la marge de manœuvre nécessaire pour s'adapter à un monde qui change très rapidement.

L'accord de Paris sur le climat, la rapide transformation du système énergétique mondial et les risques financiers liés au changement climatique suscitent notamment une forte adaptation des pratiques dans les milieux financiers en général et dans les banques centrales en particulier.

Au niveau mondial, les initiatives pour aligner les flux financiers sur l'impératif climatique se multiplient : en décembre dernier, huit banques centrales ont initié « The Central Banks and Supervisors Network for Greening the Financial System », un réseau d'échange et de réflexion sur les moyens d'orienter les marchés financiers vers la lutte contre le changement climatique¹.

1

<https://www.banque-france.fr/en/communiqu-e-de-presse/publication-mandates-ngfs-technical-workstreams-and-expansion-ngfs-membership>

Depuis, dix autres banques ont rejoint ce réseau qui travaille sur trois axes :

1. les risques micro-prudentiels – supervision des acteurs financiers pour qu'ils gèrent correctement les risques climatiques et de transition ,
2. les risques macro-prudentiels – évaluer les risques physiques et de transition liés au changement climatique qui pèsent sur la macroéconomie et le système financier ,
3. le renforcement de la finance verte et de l'économie à bas carbone.

A noter que toutes les banques centrales et institutions de supervision de tous les pays voisins de la Suisse – sauf l'Italie – ainsi que la Banque centrale européenne font désormais parti de ce réseau ².

La récente déclaration de Mario Draghi devant la Commission des affaires économiques et monétaires est emblématique de la mutation en cours dans le milieu des banques centrales : « nous adhérons à l'Accord de Paris et la BCE [...] reconnaît le défi que pose le changement climatique [...]. Ainsi, nous considérons que déterminer des prix corrects et surveiller les risques liés au climat sont clés pour préserver la stabilité financière » ³.

Afin de s'adapter à ce contexte en constante évolution, la BNS a besoin d'un mandat plus ouvert qui lui offre la marge de manœuvre nécessaire et ancre ses activités dans les politiques économiques générales de la Confédération et dans ses objectifs constitutionnels. Elle serait évidemment toujours indépendante pour prendre ses décisions de politique monétaire, mais aurait ainsi la base légale nécessaire pour

² Actuellement: Banco de España, Banco de México, Bank Al Maghrib, Bank of England, Bank of Finland, Bank Negara Malaysia (Central Bank of Malaysia), Banque Centrale du Luxembourg, Banque de France / Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin), De Nederlandsche Bank, Deutsche Bundesbank, European Central Bank, Finansinspektionen (Swedish FSA), Japan FSA, Monetary Authority of Singapore, National Bank of Belgium, Oesterreichische National Bank, the People's Bank of China, the Reserve Bank of Australia.

³ « we are party to the Paris climate agreement, and the ECB [...] recognises the challenge posed by climate change [...] We thus consider the correct pricing and supervision of climate-related risk as key to preserving financial stability. »

https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/annex/ecb.sp180226_1_transcript.en.pdf?417780fc4802bedec405eb034836a701

suivre l'évolution des standards internationaux en cours, afin que la Suisse ne se retrouve pas dépassée en la matière.

Donner la possibilité à la Banque nationale de définir une politique monétaire compatible avec les enjeux climatiques aurait d'énormes avantages pour la Suisse : la BNS pourrait mieux assurer la stabilité de la place financière et mieux gérer les risques financiers de ses placements liés aux changement climatique⁴. Et ceci sans aucune perte de rentabilité, bien au contraire⁵.

Dans la **prise de position** adressée aux membres du Conseil national et jointe en **annexe 1, des professeurs de finance renommés appellent aussi à un changement de la politique monétaire de la BNS** et à la considération des risques climatiques qui pèsent sur la place financière.

Les experts financiers ne sont pas les seuls à réclamer un tournant climatique à la BNS. A ce jour, [135 personnalités](#) et près de 10000 sympathisants ont demandé à la BNS de [prendre au sérieux les risques climatiques](#), de [sortir du charbon, du pétrole et du gaz](#) et [à vous, membres du Conseil national, de créer une loi dans ce but](#).

En vertu des arguments avancés ici, nous vous recommandons d'accepter l'initiative parlementaire 17.455, « Donner un cadre de durabilité, sur la base de notre Constitution, aux activités de la Banque nationale suisse (BNS) ».

N'hésitez pas à nous contacter si vous avez des demandes de contenu :

Christian Lüthi, Directeur 076 580 44 99 ou Sandro Leuenberger, Chef de projet 079 941 30 19

⁴ Voir les « [Recommandations à la BNS sur la gestion des risques climatiques](#) », Avril 2018, www.alliance-climatique.ch

⁵ Voir le récent rapport sur les performances financières des placements de la BNS dans l'industrie des énergies fossiles <http://www.artisansdelatransition.org/assets/banque-nationale-suisse-investissements-energies-fossiles-artisansdelatransition-2018.pdf>



En vous remerciant de votre attention, nous vous prions d'agréer, Madame la Conseillère nationale, Monsieur le Conseiller national, nos salutations les meilleures,

C. Lüthi

Christian Lüthi, Directeur



Alliance climatique suisse
c/o Alliance Sud
Monbijoustrasse 31
3011 Berne
076 580 44 99
christian.luethi@klima-allianz.ch

Annexe 1

Aux membres du Conseil national

Prise de position du point de vue de la finance et de l'économie en soutien à l'initiative parlementaire de la Conseillère nationale Adèle Thorens sur la modification de la loi sur la Banque nationale (modification de l'article 5)

Intégration des risques climatiques dans la gestion des risques de la BNS

L'adoption de l'[initiative parlementaire de la conseillère nationale Adèle Thorens](#) visant à modifier la loi sur la Banque nationale améliorerait la gestion des risques de la BNS et l'amènerait à adopter une vision à plus long terme. L'intégration des risques climatiques lui permettrait de réaliser des bénéfices plus élevés et de faire face aux risques systémiques liés au climat pour la place financière.

La mise en œuvre de l'initiative parlementaire préciserait le mandat de la BNS. Au travers du devoir de soutien à la politique économique générale de la Confédération, le développement durable, la conservation des ressources naturelles et donc les risques climatiques devraient être clairement considérés.

Une [étude réalisée par Artisans de la Transition](#) montre que la BNS investit environ 10% de son portefeuille d'actions américaines dans des sociétés cotées de l'industrie des énergies fossiles. Si les émissions de CO2 de ces entreprises sont réparties proportionnellement à ces valeurs, la BNS est responsable d'autant de gaz à effet de serre que les émissions annuelles totales de la Suisse. Cela est problématique. Non seulement parce que les investissements de la BNS permettront l'exploration, le développement et la valorisation de nouveaux gisements de charbon, de pétrole et de gaz naturel à l'avenir. C'est aussi parce que le mandat légal de la BNS l'oblige déjà implicitement à intégrer le changement climatique de manière holistique dans ses décisions. L'article 5, alinéa 2, de la loi sur la Banque nationale indique que la BNS est soumise à la primauté de la politique monétaire (par exemple, en menant

une politique macroprudentielle pour contrer les risques climatiques d'importance systémique qui menacent la stabilité de la place financière) et qu'elle doit appliquer les principes de gestion professionnelle des réserves monétaires (liquidité, sécurité et rendement).

Etant donné que le changement climatique a des effets indirects et directs sur les cours des titres et la rentabilité des entreprises, la BNS devrait déjà évaluer les risques climatiques dans ses analyses de risques et réallouer ses investissements en conséquence. Compte tenu de l'impact potentiel des dommages climatiques sur la place financière et des effets négatifs de la transition vers une économie faible en carbone, elle devrait commencer à concevoir des analyses de scénarios climatiques et des tests de stress climatique. La [Banque centrale européenne et 17 autres banques centrales](#) mondiales (telles que la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, Singapour, la Chine) [prévoient déjà d'intégrer les risques climatiques](#). Cependant, la BNS n'a pas encore de mandat explicite. L'initiative parlementaire de la Conseillère nationale Adèle Thorens vise à clarifier le mandat légal existant. Nous appuyons ce projet de loi.

Experts signataires de la finance et de l'économie :

- Prof. Andrea Baranzini, Économie d'entreprise, Management durable, Auteur de l'étude "[The impact of possible climate catastrophes on global warming policy](#)" Haute École de Gestion HEG Genève
- Prof. Stefano Battiston, dynamique des systèmes financiers, fondateur FINEXUS Center for Financial Networks and Sustainability, auteur de l'étude "[A Climate Stress Test for the Financial System](#)", Dept. of Banking and Finance, University of Zurich
- Prof. Marc Chesney, Head of Dept of Banking and Finance, Chef de projet de l'axe de recherche "Finance and Financial Markets", auteur de l'étude "[Mitigating Global Warming: A Real Options Approach](#)", co-auteur de l'étude "[The impact of possible climate catastrophes on global warming policy](#)", Université de Zurich
- Michael Derrer, [Lecturer for Economics](#), Lucerne University
- Prof. Michel Habib, Corporate Finance, [Research on manager's and investor's determinants between principle and opportunism](#), Dept of Banking and Finance, Université de Zurich et Swiss Finance Institute

- Prof. Steven Ongena, Banking, Dept of Banking and Finance, [Conseiller de plusieurs banques centrales](#) et membre du [Research Advisory Council des Centers for Sustainable Architecture for Finance in Europe \(SAFE\)](#), University of Zurich et Swiss Finance Institute
- Prof. Anthony Patt, Dept. of Environmental Systems Science, Climate protection and adaption to climate change, [Coordinating Lead Author of the Chapter on International Coordination for the Assessment Report of the International Panel on Climate Change \(IPCC\)](#), ETH Zurich
- Prof. Michael Rockinger, Finance, Département Hautes Études Commerciales HEC, Co-auteur de l'étude "[Systemic Risk in Europe](#)", Université de Lausanne
- Prof. Sergio Rossi, Chaire de macroéconomie et d'économie monétaire, listé parmi les [30 économistes les plus influents en Suisse](#) par la *Neue Zürcher Zeitung*, Université de Fribourg
- Prof. Irmi Seidl, Economics and Social Sciences, Co-auteur de la publication "[Postwachstumsgesellschaft](#)", University of Zurich and Swiss Federal Research Institute WSL
- Prof. Carmen Tanner, Center for Responsibility in Finance, Dept of Banking and Finance,, Co-auteur d'[études sur l'éthique, la morale et les valeurs dans les décisions d'affaires](#), Université de Zurich
- Prof. Philippe Thalmann, économie de l'environnement, du développement durable et du changement climatique, membre de l'Organe consultatif pour les changements climatiques OcCC et du comité consultatif du "[Forum for climate and global change ProClim](#)" de l'Académie des sciences naturelles, EPFL Lausanne

Une action de l'[Alliance climatique suisse](#)

Annexe 2

Les membres de l'Alliance climatique suisse :

A Rocha Suisse
ACG Association Climat Genève
ACSI - Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera italiana
Actares - actionariat responsable
Action de Carême
Aînés pour la protection du climat
Alliance Sud
Alternatiba Léman
Amis de la Nature Suisse
Artisans de la Transition
Association des petits paysans
ATE
Biomasse Suisse
Birdlife Suisse
Bruno Manser Fond
Campax
CCJS Coordination Climat Justice Sociale
CIPRA
Comundo
Eaternity
EPER
Etre Partenaires
Femmes protestantes en Suisse
Fondation Antenna Technologies
fossil-free.ch
Generation Klima Schweiz
GIBB Gesundes Haus / Gibbeco
Grands-Parents pour le Climat
Greenbuzz
Greenpeace
Grüner Fisch
HabitatDurable Suisse
Helvetas
Incomindios
Initiative des Alpes
INWO
jeunes vert-e-s
Jeunes Verts'libéraux
Les Verts
Ligue suisse des femmes catholiques
Médecins en faveur de l'Environnement
Mountain Wilderness
myblueplanet
myclimate
Noe21
Oeco Eglise et environnement
Oekozentrum Langenbruck, Stiftung für angepasste Technologie + Sozialökologie
Pain pour le prochain
PanEco
Politique Intégrale
Pro Natura
Pro Velo
Protect Our Winters
PS Suisse
Public Eye
SES
SEV Syndicat du personnel des transports
SKS Stiftung Konsumentenschutz
Société Religieuse des Quakers Suisses
Solafrica
SolarSpar
Solidar Suisse
SSES
SSF Schweiz. Schutzverband gegen Flugemissionen
Swissaid
Swissolar
SYFC Swiss Youth for Climate
Terre des hommes
Thinkpact Zukunft
umverkehrR
USS Union syndicale suisse
vbu Vereinigung Bündner Umweltorganisationen
vert'libéraux
WWF
Zukunft statt Kohle